Le parlement moldave a fait passer une série de lois controversées, limitant de facto les pouvoirs de Maia Sandu. La présidente moldave récemment élue dénonce une « usurpation du pouvoir ». À son appel, plus de 50.000 personnes ont exigé des élections législatives anticipées ce dimanche. Depuis Kiev, Sébastien Gobert.

Le 15 novembre, Maia Sandu devenait la première femme élue présidente de Moldavie, une république post-soviétique entre la Roumanie et l'Ukraine. Avec plus de 57% des voix, elle dispose d'un fort mandat populaire pour appliquer son programme de réformes libérales et de lutte radicale contre la corruption. Mais elle se heurte déjà à de sérieux blocages politiques. Vendredi 4 décembre, le parlement a fait passer une série de lois controversées qu'elle dénonce comme une « usurpation du pouvoir ». A son appel, suivi par plusieurs partis d'opposition, plus de 50.000 personnes ont exigé des élections législatives anticipées ce dimanche.

« Le président sortant Igor Dodon est frustré de ne pas avoir pu manipuler les gens une nouvelle fois (en remportant l'élection, ndlr.). Alors il veut mettre le feu au pays. Il veut provoquer le chaos, aggraver la crise, nous maintenir dans l'isolement international, rendre la vie plus difficile aux gens pour se venger de sa défaite ». Ce 6 décembre, la très policée technocrate Maia Sandu se retrouvait à haranguer des milliers de manifestants réunis dans le centre de Chisinau. Elle qui n'est pas encore investie présidente part déjà en croisade.

Maia Sandu haranguant la foule à Chișinau. © Timpul de Dimineata

Maia Sandu avait annoncé à plusieurs reprises pendant sa campagne que sa priorité immédiate résidait dans la dissolution du Parlementul (parlement) discrédité et dans la tenue d'élections anticipées. Son combat s'est accéléré le 3 décembre, quand les députés socialistes affiliés à Igor Dodon se sont alliés au parti de Shor et à la formation « Pour la Moldavie » constituée de transfuges des anciens partis de l'oligarque Vlad Plahotniuc, pour passer une série de mesures importantes. Dans une atmosphère électrique, alors que des élus fidèles à Maia Sandu bloquaient la tribune, le président de l'assemblée a procédé à plusieurs votes à main levée pour adopter une loi fiscale et douanière, le projet de budget 2021, les prévisions budgétaires pour la sécurité sociale 2021, ainsi que quatre projets de lois controversées :

– Le transfert du contrôle du Service d'Information et de Sécurité (SIS) de l'institution du président aux parlementaires. Pour Maia Sandu, il s'agit d'une « usurpation du pouvoir » et d'une tentative de lui retirer le peu des prérogatives allouées à la présidence. Une manœuvre d'autant moins subtile que les mêmes parlementaires avaient transféré le contrôle du SIS de la chambre au président Igor Dodon en juin 2019. Le projet a été adopté dans le même élan en première et deuxième lecture.

– Passé en première lecture, un texte prévoit d'accorder un « statut spécial » à la langue russe en Moldavie. La réactivation de la question linguistique, largement instrumentalisée dans un pays bilingue, est dénoncée comme un moyen de diviser l'opinion publique et de la détourner des

véritables enjeux politiques.

– De même, adoptés en première lecture, plusieurs amendements aux dispositions régulant le statut de l'autonomie gagaouze. Les modifications prévoient de créer un échelon administratif supplémentaire et de conférer à la capitale régionale Comrat des pouvoirs de décision plus vastes (la Gagouzie est aujourd'hui considérée comme un district classique doté d'une certaine autonomie). Plusieurs projets étaient à l'étude depuis 2015 et la nécessité de modifier le statut de la Gagaouzie semblait faire consensus entre les partis. Néanmoins, la précipitation des socialistes inquiète, de même que le contexte. Combinée à la loi sur la langue russe, cette réforme administrative pourrait ouvrir la voie à une fédéralisation de la Moldavie, promue à Moscou comme l'unique solution possible pour régler la question épineuse de la Transnistrie. Or cette fédéralisation fait débat, dans la mesure où elle paralyserait la politique étrangère de Chisinau.

– Enfin, les députés ont annulé la vente d'un lopin de terre à Chisinau, autour de l'ancien stade républicain, à l'ambassade des États-Unis. La transaction avait été décidée en 2019. Les Américains avaient développé un projet ambitieux pour investir plus de 250 millions de dollars dans une nouvelle ambassade, créer de nouveaux emplois et revitaliser le quartier. Sans oublier l'aspect géopolitique : l'achat du terrain (plutôt que sa location) et l'ampleur du projet de construction devaient faire de l'ambassade un relais stratégique du dispositif diplomatique et de renseignement américain en Europe de l'est. Le volte-face des députés moldaves « viole un accord bilatéral contraignant et le droit international et affecte les relations entre nos deux pays », s'est indignée l'ambassade dans un communiqué.

> Combinée à la loi sur la langue russe, cette réforme administrative pourrait ouvrir la voie à une fédéralisation de la Moldavie, promue à Moscou comme l'unique solution possible pour régler la question épineuse de la Transnistrie.

Pour l'expert Valeriu Pasa, il ne s'agit cependant pas d'un revirement stratégique d'Igor Dodon mais plutôt d'une « revanche » de Vlad Plahotniuc: l'oligarque a récemment dû abandonner son exil douillet en Floride après une dispute avec Mike Pompeo. Il serait aujourd'hui entre la Turquie, Chypre et Israël. L'un de ses collaborateurs et subordonnés, Ilian Shor (lui aussi en exil suite à des poursuites pour son rôle dans « l'affaire du milliard ») a déjà annoncé vouloir récupérer le lopin de terre pour y construire un parc à thèmes.

Présidentielle en Moldavie : la candidate pro-européenne vire en tête

La querelle entre Maia Sandu et les parlementaires inféodés à Igor Dodon prend donc des accents géopolitiques dans ce pays charnière entre l'est et l'ouest. Cela dit, elle doit être avant tout perçue comme un réflexe de survie d'une classe politique discréditée pour sa corruption endémique et menacée par les promesses de réformes radicales de la nouvelle présidente. Pour cette dernière, c'est un test crucial. Elle a déjà été désavouée une première fois par ce parlement, en tant que première ministre en novembre 2019. Dans son opposition aux socialistes et affiliés, elle peut compter aujourd'hui sur le soutien de la rue (en particulier à Chisinau, qu'elle a remporté à 59,70%). Mais elle doit composer avec les partis d'opposition, pour certains subordonnés à Vlad Plahotniuc, pour d'autres fidèles à l'alter ego de Maia Sandu, Andrei Nastase.

Renato Usatii, le sulfureux troisième homme de la présidentielle, joue aussi un jeu ambigu. S'il soutient la tenue d'élections anticipées, il a refusé de prendre la parole lors de la manifestation de ce 6 décembre, critiquant certains des partenaires de Maia Sandu qui « devraient être en prison ». Aussi la nouvelle présidente, dans l'attente de sa prise de fonction, le 24 décembre, marche sur des œufs. La réponse qu'elle apportera à cette nouvelle crise donnera le ton de ses quatre ans de mandat.